COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MONTFORT SUR RISLE SEANCE DU 21 JANVIER 2020.

L'an deux mil vingt et le vingt et un janvier à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc BARRE, Maire.

Présents : Messieurs PIERRE – MEAUDE, adjoints.

Messieurs FLAMBARD - DUPARC – HAMON – COLLIARD – LEMERCIER – MASSON.

Absents ayant donné procuration : Monsieur PIOCELLE – Pouvoir donné à Monsieur MEAUDE

Mademoiselle LOUEDEC Estelle – Pouvoir donné à Monsieur HAMON Olivier.

Madame COYARD Brigitte – Pouvoir donné à Monsieur BARRE Jean-Luc

Madame PARENT Ginette – Pouvoir donné à Monsieur PIERRE Michel

Monsieur SAUNIER Bertrand – Pouvoir donné à Monsieur MASSON David.

Absent : Monsieur Damien LUSSON

Secrétaire de séance : Monsieur Morgan FLAMBARD.

Le Conseil Municipal observe un moment de silence en la mémoire de Marie-Odile ADAM décédée le 30 Juillet 2009
Daniel COYARD décédé le 16 Août 2013 et André PERRIER décédé le 05 mars 2018.

Approbation du compte rendu de la séance du 21 Octobre 2019 :

Monsieur COLLIARD à propos du vote sur la délibération : « Délégation consentie par le Conseil Municipal au Maire » : Il y a 3 votes « contre » et 2 abstentions.

Dans la rubrique Informations : Paragraphe « Diagnostic sanitaire des ruines du château médiéval » : le terme « mission » doit être remplacé par « mandat ».

Cette correction apportée, le compte rendu de la séance du 12 novembre 2019 est adopté.

Compte rendu du 10 décembre 2019 : Adopté.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de rajouter une délibération à l'ordre du jour :

Proposition d'octroyer la gratuité des salles communales pour la campagne électorale.

Le Conseil Municipal, moins une voix, Monsieur COLLIARD votant contre, autorise l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour.

ORDRE DU JOUR

1 - Proposition d'octroyer la gratuité des salles communales pour la campagne électorale.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur l'utilisation gratuite des locaux communaux pour la campagne électorale.

Pendant la durée de la période préélectorale et électorale qui couvre l'année précédant le premier jour du mois d'une élection, tout candidat ou liste déclarés ou ayant déclaré un mandataire financier au titre des dispositions du code électoral pourra disposer gratuitement et sans limitation de fréquence de la mise à disposition des salles communales (salle des fêtes ou salle annexe).

Les mises à disposition des salles ne pourront être accordées que si elles sont compatibles avec les nécessités liées au fonctionnement des services et au maintien de l'ordre public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, moins une voix, Monsieur COLLIARD votant contre, adopte la proposition de Monsieur le Maire

18 h 45 : Arrivée de Madame Ginette PARENT.

2 - DM n°5 – BUDGET COMMUNAL

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, approuve la décision modificative du budget communal n° 5 suivante :

Section de fonctionnement - Dépenses

739211	Attributions de compensation	+	93 770 €
657364	SPIC	-	43 000 €
6574	Subvention de fonctionnement aux associations	+	2 427 €

Section de fonctionnement - Recettes

70846	Au GFP de rattachement	-	6 272 €
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation	-	2 741 €
7588	Autres produits de gestion courante	+	62 210 €

3 - Liaison douce Montfort sur Risle / Appeville Annebault

Monsieur le Maire présente l'esquisse du "chemin doux" entre Appeville Annebault et Montfort élaboré à la demande des deux communes par le bureau Ingénierie 27 du Conseil Départemental.

Monsieur Pierre, maire adjoint, précise que la partie Montfort est prioritaire par rapport au projet de rapprochement des deux communes. Par ailleurs, il ajoute que les résidents du camping pourront accéder au centre bourg en toute sécurité. Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal s'il doit confirmer la poursuite de l'étude au bureau Ingénierie 27.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à confirmer la poursuite de l'étude

4 – Mise en place du compte épargne temps

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur la mise en place du compte épargne temps pour les agents de la commune.

Le compte épargne temps permet de conserver les jours de congés ou de RTT non pris sur plusieurs années. Le CET est ouvert de droit et sur demande des fonctionnaires titulaires et agents contractuels de droit public, qu'ils occupent un emploi à temps complet ou un ou plusieurs emplois à temps non complet, sous réserve qu'ils soient employés de manière continue et aient accompli au moins une année de service.

Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne temps s'ils en avaient déjà ouvert auparavant. Ils ne peuvent, durant le stage, ni utiliser leurs droits, ni en accumuler de nouveaux.

Le CET peut être alimenté, dans la limite de 60 jours par an, par :

- des jours de congés annuels. Toutefois, l'agent doit prendre au moins 20 jours de congés par an.

- des jours de réduction du temps de travail (RTT)

- une partie des jours de repos accordés en compensation d'astreinte ou d'heures supplémentaires si une délibération le prévoit.

Les nécessités de service ne pourront être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps.

Le compte épargne temps peut être utilisé sans limitation de durée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, approuve l'instauration du Compte Epargne Temps pour les agents de la commune.

5 – Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture de services de télécommunication fixe et VPN

La communauté de communes Pont Audemer Val de Risle, par délibération n°29-2019 du 25 mars 2019, a constitué un groupement de commandes pour procéder à la consultation pour la fourniture de services de télécommunication fixe, VPN et accès Internet. Plusieurs communes de la CCAPVR ont déjà adhéré à ce groupement.

Il s'agit, pour les collectivités adhérentes, de mettre en place une infrastructure réseau permettant d'utiliser les mêmes ressources informatiques et téléphoniques, situées au sein de la mairie de Pont Audemer.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur l'adhésion de la commune au groupement de commandes pour la fourniture de services de télécommunication fixe et VPN. Le réseau privé virtuel (Virtual Private Network) correspond à une interconnexion de réseaux locaux via une technique de "tunnel". Le VPN permet d'obtenir une liaison sécurisée et vise à apporter certains éléments dans la transmission de données : authentification des interlocuteurs et confidentialité des données.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, moins deux abstentions, décide d'adhérer au groupement de commandes pour la fourniture de services proposé par la CCPAVR.

6 - Diagnostic sanitaire du château médiéval

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Montfort sur Risle a souhaité confier à la communauté de communes la réalisation du diagnostic sanitaire du château médiéval. La convention de mandat a été signée le 19 juillet 2019, la commune de Montfort s'engageant à verser une participation de 5 000 euros HT. La communauté de communes a confirmé auprès des services de la DRAC sa volonté de faire réaliser l'étude en 2020. Un dossier de consultation des cabinets spécialisés a été constitué par la communauté de communes afin de recruter un architecte. A l'issue de l'appel d'offres réalisé, le candidat retenu présente un devis de 23 020 Euros HT, soit 27 624 Euros TTC. L'Etat apporte 9208 Euros HT, la région 9 208 Euros HT et la commune de Montfort 5 000 Euros HT, soit un total de 23 020 Euros HT. Il apparaît donc un delta négatif de 4 208 Euros, correspondant à la majeure partie de la TVA.

Suite à la signature de la convention, la communauté de commune a pris la décision de ne pas régler la TVA. Or, l'article 22 de cette convention précise que la communauté de communes procédera au mandatement des factures TTC ainsi que des frais annexes.

Monsieur le Maire souhaite que la participation de Montfort se limite aux 5 000 euros HT prévus dans la convention, et rappelle au président de la communauté de communes qu'une convention dûment signée des deux parties qui en avaient reçu légalement pouvoir des deux assemblées, est un contrat qui a force de loi pour les parties signataires, et dont on ne peut sortir que par un autre contrat.

En conclusion, Monsieur le Maire demande l'application pure et simple de la convention proposée par la communauté de communes dans sa rédaction, votée par l'assemblée délibérante et signée dans les mêmes termes par le président de la communauté de communes et le Maire.

Monsieur COLLIARD regrette qu'un paragraphe spécial relatif à la TVA n'ait pas été inséré dans la convention.

Monsieur le Maire répond que l'article 22 de la convention est suffisamment explicite : l'Etat, la Région et la commune participent au Hors Taxe, la communauté de communes règle TTC.

Monsieur FLAMBARD propose que l'association AMCP, la commune et la communauté de communes se partagent à égalité les 4 208 € qui manquent.

Cette solution ne recueille pas l'adhésion de l'assemblée.

Monsieur FLAMBARD ajoute que le retard apporté à la réalisation de l'étude sera préjudiciable à la mise en place des chantiers d'insertion.

Monsieur le Maire conclut qu'il va revoir Monsieur le Président de la Communauté de Communes afin de régler ce différend.

7 – Chauffage du logement communal près de la mairie

Monsieur Romuald DORÉ, locataire du logement communal situé à côté de la mairie, demande un geste financier sur le montant de son prochain loyer. La chaudière qui sert à chauffer son logement ainsi que les locaux de la mairie est tombée en panne à plusieurs reprises ces deux derniers mois. De ce fait, l'appartement de Monsieur DORE a été mal voire pas chauffé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide une diminution de 150 € sur le loyer de février.

Fin de la séance à 20 h 15